



PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE PREFET AU NOM DE L'ETAT

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 19/10/2004	Complétée le 06/04/2005	N° PC3412104B0008
Par : Demeurant à : Représenté par : Pour : Sur un terrain sis :	- LA COMPAGNIE DU VENT 650 RUE LOUIS LEPINE 34000 MONTPELLIER MONSIEUR JEAN MICHEL GERMA Parc éolien de 13 machines LIEU DIT " PLATEAU DE CABALAS" JONCELS	Surfaces hors oeuvre autorisées brute : m ² nette : m ² Destinations : Ligne Electrique

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon,
Préfet de l'Hérault,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu la loi 2003-590 du 2 juillet 2003,
Vu l'avis du Maire de Joncels en date du 19/10/2004,
Vu la délibération favorable de la Communauté des communes d'Avène, Orb et Gravezon en date du 16/07/2004,
Vu l'avis de l'Agence Départementale de Bédarieux en date du 09/02/2005,
Vu l'avis favorable de France Télécom URR en date du 03/01/2005,
Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 03/02/2005,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 15/06/2005,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'Aviation Civile en date du 22/12/2004,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du Ministère de la Défense en date du 04/01/2005,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du Service Départemental d'Incendie Secours en date du 19/01/2005,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 25/02/2005,
Vu l'avis favorable de l'Office National des Forêts en date du 21/01/2005,
Vu l'arrêté Préfectoral de Diagnostic Archéologique en date du 02/03/2005,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 retirant le refus de permis de construire du 19/05/2006.
Vu les compléments apportés au dossier le 1^{er} juin 2007, notamment les études annexées à l'étude d'impact sur l'environnement,
Vu la nouvelle enquête publique initiée par arrêté inter-préfectoral du 29/05/2007 et qui s'est déroulée du 18 juin 2007 au 20 juillet 2007,
Vu le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 14 août 2007,
Vu l'avis favorable de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 18 juin 2007
Vu l'avis et les observations de la Direction Régionale de l'Environnement du 11 juillet 2007
Vu l'avis défavorable de la Direction Départementale de l'Equipement du 7 août 2007

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve des prescriptions suivantes.

ARTICLE 2 :

Prescriptions de la Direction de l'Aviation Civile et du Ministère de la Défense :

Le parc éolien devra être équipé d'un balisage diurne et nocturne selon les modalités de l'instruction relative au balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques. Ce balisage devra être secouru par un dispositif automatique avec un temps de commutation inférieur à 15 secondes et une autonomie d'au moins 12 heures.

ARTICLE 3 :

Prescriptions du Service Départemental Incendie Secours :

- voir annexe jointe

ARTICLE 4 :

Prescriptions de la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales :

- la modélisation du bruit fait apparaître un possible dépassement de l'émergence réglementaire en un point, les mesures compensatoires prévues devront être effectives et leur efficacité vérifiée en fonctionnement.

ARTICLE 5 :

Prescriptions de la Direction Régionale de l'Environnement :

- les parkings prévus devront être réalisés de manière rustique.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article 59 de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003, le pétitionnaire devra constituer les garanties financières, dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat, nécessaires au démantèlement de l'installation et à la remise en état du site à la fin de l'exploitation.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,

Le Maire de la commune Joncels,

Le Directeur Départemental de l'Equipement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

ARTICLE 8 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
- Monsieur le Sous-Préfet de Lodève,
- Monsieur le Maire de Joncels,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- La Compagnie du Vent

Montpellier, le

13 NOV. 2007

Le Préfet



CYRILLE SCHOTT

Notifié Conforme à l'Original

16 NOV. 2007

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
 - **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
 - **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier.
 - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).
 - **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.
-